

La CGT délivre un "triple zéro" à la politique du gouvernement

«Pour nous, la note, ce n'est pas un Triple A, c'est un Triple Zéro». Bernard Thibault, qui faisait ce vendredi sa rentrée devant la presse, a livré en ces termes l'évaluation faite par la CGT de la politique gouvernementale face à la crise.

Pour le secrétaire général de la première centrale syndicale française, qui doit être reçu lundi après midi par François Fillon, le paquet de mesures de «rigueur» annoncé mercredi «s'inscrit dans la droite ligne des réformes précédentes», telles celle des retraites ou la Révision générale des politiques publiques. Il rejoint les plans adoptés ailleurs en Europe, une Europe «plongée dans la pire des situations depuis plusieurs décennies avec plus de 23 millions de chômeurs», et où «la seule réponse des dirigeants repose sur l'adoption de mesures d'austérité, la pression sur les salaires, la réduction des services publics, de la sécurité sociale, des pensions, un durcissement des conditions de travail et de vie».

«Il ne peut y avoir de consensus sur de telles bases», a tranché le leader de la CGT, évoquant les mesures Fillon, qu'il s'agisse d'une taxation des plus riches relevant «uniquement de la symbolique politique», du maintien du dogme de la suppression d'emplois dans la fonction publique, de l'accès aux mutuelles santé rendu plus onéreux... «Il peut y avoir «front commun» pour s'attaquer aux marchés financiers, ajoute-t-il, mais certainement pas pour leur obéir et faire passer la pilule auprès des salariés». Quant à la «règle d'or» de l'équilibre budgétaire que Nicolas Sarkozy voudrait voir inscrite dans la Constitution, ce n'est rien d'autre qu'une «supercherie qui se transformerait en règle de plomb pour amplifier les réformes antisociales». Au demeurant, pour la CGT, qui récuse ainsi l'analyse de fond de la situation faite par le gouvernement, la crise ne trouve pas son origine dans un «dérapage des dépenses publiques», mais dans «l'effondrement des recettes». Il y aurait d'ailleurs, si on le voulait, «beaucoup de ressources supplémentaires à collecter» pour l'Etat, fait valoir Bernard Thibault. Une réforme «en profondeur» de la fiscalité, sur le revenu comme sur les sociétés, fait partie de la dizaine d'«exigences» portées par le syndicat en cette rentrée, et qui devraient être «autant d'axes de campagne dans les entreprises, les professions, les territoires» (voir encadré).

Car, pour la CGT, la mobilisation des salariés est, bel et bien, d'ores et déjà à l'ordre du jour. «Le monde ne s'arrête pas de tourner parce qu'il y a des élections présidentielles dans 9 mois», «la situation appelle une intervention forte des salariés» a noté le leader du syndicat. Avant d'indiquer que, «à l'unanimité», les responsables des fédérations professionnelles et des unions départementales, réunies jeudi en assemblée générale, se sont prononcés «pour que l'intersyndicale s'oriente sur l'organisation d'une journée de mobilisation interprofessionnelle au début octobre avec l'organisation de manifestations et la mise en débat de grèves décidées dans les entreprises avec les salariés». L'intersyndicale (CGT, CFTD, FSU, Unsa, Solidaires) doit se réunir le 1er septembre. Bernard Thibault estime qu'il y a «de fortes probabilités» pour que cette réunion débouche sur la décision d'une action commune. Il y a des «contacts réguliers», «les avis progressent», a-t-il noté.

Les 10 exigences pour la rentrée

1. «Conditionner toute aide publique au respect de critères portant sur l'emploi, les politiques salariales des entreprises et donner des moyens d'intervention aux salariés sur le bienfondé et l'usage de ces aides».
2. «Supprimer les exonérations fiscales et sociales sur les heures supplémentaires».
3. «Agir sur les salaires dans le privé et dans le public. Nous revendiquons l'ouverture immédiate des négociations annuelles obligatoires par anticipation au titre de 2012».
4. «Développer les politiques publiques et notamment donner les moyens indispensables aux politiques d'éducation, de santé, de recherche.»
5. «Stopper les suppressions d'emplois, voire créer de nouveaux postes dans la fonction publique et les services publics».
6. «Contraindre les entreprises à examiner sérieusement toutes les alternatives aux licenciements en élargissant les pouvoirs d'intervention des salariés et de leurs représentants dans leur entreprise, leur groupe, voir leur filière d'activité».
7. «Réformer la fiscalité en profondeur. Améliorer la progressivité de l'impôt sur le revenu, créer de nouvelles tranches pour les hauts revenus. Augmenter l'Isf. Supprimer les niches fiscales inutiles. Taxer et/ou soumettre à cotisation tous les revenus sans distinction (...). Transformer l'impôt sur les sociétés. Il pourrait augmenter pour les entreprises qui utilisent leurs bénéfices pour capitaliser ou verser de gros dividendes et baisser pour les entreprises qui embauchent, augmentent les salaires, investissent dans l'outil de travail, la recherche, la préservation de l'environnement...»
8. «Créer un pôle financier public et établir un mécanisme de crédits à taux réduits pour favoriser l'investissement productif».
9. «Au plan européen et international, taxer les mouvements spéculatifs de capitaux et éradiquer les paradis fiscaux».
10. «Mettre en place un fonds européen de solidarité sociale et de développement économique».